

REGLEMENT DE CONSULTATION

APPEL D'OFFRES OUVERT SIMPLIFIE SUR OFFRES DE PRIX **N°13/CS/2025**

OBJET : Achat de pièces de rechanges, pneus et chambres à air pour véhicules et engins du parc auto de la Commune de Salé

Imputation Budgétaire

| <i>Chapitre</i> | <i>Article</i> | <i>Paragraphe</i> | <i>Ligne</i> | <i>Rubrique</i> |
|-----------------|----------------|-------------------|--------------|---|
| 10 | 30 | 30-40 | 42 | Pièces de rechange et pneumatique pour les véhicules et engins |

Passé par appel d'offres ouvert **simplifié** sur offres de prix passé en application de l'alinéa 1 paragraphe 3-a de l'article 19 et le paragraphe 1 de l'article 20 et de l'article 148 du décret n°2.22.431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Appel d'offres réservé aux petites et moyennes entreprises, aux coopératives, aux unions de coopératives et aux auto-entrepreneurs

Sommaire

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION

ARTICLE2 : REPARTITION EN LOTS

ARTICLE3: MAITRE D'OUVRAGE

ARTICLE 4: CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

ARTICLE 5 : LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET LES QUALITES DES CONCURRENTS

ARTICLE 6 : CONTENU ET PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

ARTICLE 7 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

ARTICLE 8: MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

ARTICLE 09 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

ARTICLE 10 : RETRAIT DES PLIS

ARTICLE11 : INFORMATION DES CONCURRENTS ET DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENTS OU
DE RENSEIGNEMENTS

ARTICLE 12 : EVALUATIONS DES DOSSIERS ADMINISTRATIFS ET TECHNIQUES

ARTICLE 13 : CRITERES D'EVALUATION DES OFFRES FINANCIERES

ARTICLE 14 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

ARTICLE 15 : MONNAIE DES FORMULATIONS DES OFFRES

ARTICLE 16 : LANGUES DE REDACTION DES PIECES DU DOSSIER

REGLEMENT DE CONSULTATION
APPEL D'OFFRES OUVERT SUR APPEL D'OFFRES SIMPLIFIE OUVERT SUR OFFRES DE PRIX

N°13/CS/2025

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offre ouvert sur offres de prix n°13/CS/2025 ayant pour objet : **Achat de pièces de rechanges, pneus et chambres à air pour véhicules et engins du parc auto de la commune de salé**

Il a été établi en vertu des dispositions de l'article 21 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (08 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le décret n° 2-22-431 précité.

Toute disposition contraire au décret 2-22-431 précité est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l'article 21 et des autres articles du décret n° 2-22-431 précité.

ARTICLE2 : REPARTITION EN LOTS

Le présent appel d'offres concerne un marché lancé en lot unique

ARTICLE3: MAITRE D'OUVRAGE

En l'application de l'article 4 paragraphe 12 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (08 mars 2023) relatif aux marchés publics, Le maitre d'ouvrage du marché est le président de la commune de salé.

ARTICLE 4: CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n°2-22-431 précité :

1-Peuvent valablement participer et être attributaire du présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :

- Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement ; et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement des créances publiques ;
- Sont affiliées à la Caisse nationale de sécurité sociale ou à un autre régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes.
- Exercent l'une des activités en rapport avec l'objet du marché.

2- Ne sont pas admises à participer aux appels d'offres :

- les personnes en liquidation judiciaire ;
- les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;

- les personnes ayant fait l'objet d'une décision d'exclusion temporaire ou définitive prise conformément aux dispositions de l'article 152 du présent décret ;
- les personnes prévues à l'article 65 de la loi organique susvisée n° 113-14 pour les marchés passés par les communes ;
- les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans un même marché, lorsqu'il s'agit d'un marché en lot unique ou d'un même lot lorsqu'il s'agit d'un marché alloti ;
- les prestataires de services ayant contribué à la préparation du dossier de l'appel d'offres concerné.
- les titulaires dont les marchés ont fait l'objet de résiliation pour une faute qui leur incombe au titre des marchés d'achèvement y afférents.

ARTICLE 5 : LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET LES QUALITES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 28 du décret 2-22-431précité, Chaque concurrent est tenu de présenter un dossier administratif et un dossier technique.

l) Chaque concurrent est tenu de présenter un dossier administratif et un dossier technique.

A. Le dossier administratif comprend :

1 –Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

a) la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :– s'il s'agit d'un auto-entrepreneur ou d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;– s'il s'agit d'un représentant du concurrent, celui-ci doit présenter, selon le cas :

* une copie certifiée conforme de la procuration légalisée, lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;

* un extrait des statuts de la société et/ou copie certifiée conforme à l'original du procès-verbal de l'organe compétent lui conférant le pouvoir d'agir au nom de cette société ;

* l'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant

s'il s'agit d'une coopérative ou d'une union de coopératives, la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom de la coopérative ou de l'union de coopératives.

b) la déclaration sur l'honneur(selon le modèle 9-1 prévu par l'arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l'Economie et des Finances, chargé du budget n°1689-23 du 14 hijja1444 (3 juillet 2023) pris pour l'application de l'article 153 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (08 mars 2023) relatif aux marchés publics,;

c)La constitution du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu doit être effectuée d'une manière dématérialisée conformément aux dispositions de l'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023)

relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics., le cas échéant ;

En cas de groupement, le cautionnement provisoire et le cautionnement définitif peuvent être souscrits sous l'une des formes suivantes :

- a) Au nom collectif du groupement ;
- b) Par un ou plusieurs membres du groupement pour la totalité du cautionnement ;
- c) En partie par chaque membre du groupement de telle sorte que le montant du cautionnement soit souscrit en totalité.

Dans les cas prévus aux b) et c) ci-dessus, le récépissé du cautionnement provisoire et définitif ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu doivent préciser qu'ils sont délivrés dans le cadre d'un groupement et, en cas de défaillance.

d) la convention constitutive du groupement prévue à l'article 150 du décret des marchés public ou sa copie certifiée conforme, lorsque le concurrent est un groupement.

2 – Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché dans les conditions fixées à l'article 43 du décret des marchés publics

Lorsqu'il s agit des petites et moyenne entreprises :

a) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu à l'article 27 du décret des marchés publics

Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé

b) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale ou par tout autre organisme de prévoyance sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers l'organisme concerné ;

c) une copie du certificat d'immatriculation au registre de commerce (modèle 9) pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation au registre de commerce en vertu de la législation en vigueur ;

d) La ou les pièces justifiantes les pouvoirs conférés à la personne agissante certifiant que l'entreprise est gérée directement par des personnes physiques propriétaires ou associées ou actionnaires dans cette société.

e) Pour les entreprises existantes produire une attestation de chiffre d'affaire ou bilan annuel des deux dernières années délivrées par la direction générale des impôts des deux dernières années.

f) Pour les entreprises nouvellement créées de moins de deux années restent soumises à la loi 53-00, il doivent produire :

-l'engagement d'un programme d'investissement initial global n'excédant pas 25 millions de dirhams

-Un ratio d'investissement par emploi de 250 000.00 dirhams.

La date de production au maître d'ouvrage, des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus servent de base pour l'appréciation de leur validité.

• Lorsque le concurrent est un établissement public, il doit fournir :

1 –au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et les pièces du dossier administratif prévues aux b) et c) de l'alinéa 1 du A du I) du présent article, une copie du texte l'habilitant à exercer les missions en relation avec les prestations objet du marché.

2 – S'il est envisagé de lui attribuer le marché :

a) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu par l'article 27 ci-dessus. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé. L'attestation précitée n'est exigée que des établissements publics soumis à

l'impôt.

b) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale ou tout autre organisme de prévoyance sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers l'organisme concerné. La date de production, au maître d'ouvrage, des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

• **Lorsque le concurrent est une coopérative ou une union de coopératives, il doit fournir :**

1 – Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et les pièces du dossier administratif, prévues aux a), b) et c) de l'alinéa 1 du A du I) du présent article, l'attestation d'immatriculation au registre local des coopératives.

2 – Et lorsqu'il est envisagé de lui attribuer le marché :

a) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu à l'article 27 du décret des marchés publics. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle la coopérative ou l'union de coopératives est imposée ;

b) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que la coopérative ou l'union de coopératives est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions de l'article 27 du décret des marchés publics. La date de production, au maître d'ouvrage, des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus, sert de base pour l'appréciation de leur validité.

• **Lorsque le concurrent est un auto-entrepreneur, il doit fournir :**

1 – Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et les pièces du dossier administratif, prévues aux b) et c) de l'alinéa 1) du A du I) du présent article, l'attestation d'immatriculation au registre national de l'auto-entrepreneur ou sa copie certifiée conforme à l'original, délivrée depuis moins d'un an.

2 – Et lorsqu'il est envisagé de lui attribuer le marché, une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu à l'article 27 du décret des marchés publics. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle l'auto-entrepreneur est imposé. La date de production, au maître d'ouvrage, de cette pièce sert de base pour l'appréciation de sa validité.

B- un dossier technique comprenant :

Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant éventuellement, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation.

C-une offre financière comprenant :

Les dossiers présentés, par les concurrents doivent comporter outre les dossiers administratifs et technique visés ci-dessus,

• **L'acte d'engagement :** par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché conformément aux conditions prévues aux cahiers des charges et moyennant un prix qu'il propose. il est établi en un seul exemplaire. cet acte d'engagement, signé par le concurrent ou son représentant dûment habilité, doit comporter l'ensemble des indications requises y compris le relevé d'identité

bancaire (RIB).

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.

En cas de discordance entre le montant libellé en chiffres et celui libellé en toutes lettres, il faut s'en tenir au montant écrit en toutes lettres.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 150 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement, soit seulement par le mandataire, si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement sous forme de procuration du marché.

L'acte d'engagement du groupement concerné doit également préciser le montant correspondant à la part revenant à chacun des membres dudit groupement.

• **Le bordereau des prix-détail estimatif (B.P.D.E):** pour les marchés à prix unitaires dont les modèles figurent dans le dossier d'appel d'offres les prix unitaires du bordereau des prix-détail estimatif doit être libellés en chiffres. En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du bordereau des prix-détail estimatif, le montant de ce dernier document est tenu pour ***bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.***

ARTICLE 6 : CONTENU ET PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

1- Contenu des plis électronique des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article 30 et 32 du Décret n° 2-22-431 précité et de l'arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l'économie et des finances, chargé du budget N°1692-23 du 23 juin 2023 relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics, **les plis doivent être déposés électroniquement** par le concurrent.

Les plis sus-indiqués doivent comporter :

- Un dossier administratif précité (Cf. article 5-A ci-dessus) ;
- Un dossier technique précité (Cf. article 5-B ci-dessus) ;
- Une offre financière comprenant : (Cf. article 5-C ci-dessus) ;

2- Présentation des dossiers des concurrents

Conformément aux dispositions de l'arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l'économie et des finances, chargé du budget N°1692-23 du 23 juin 2023 relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics :

- Les concurrents doivent présenter leurs dossiers par voie électronique, chaque pièce contenue dans chacune des enveloppes prévues ci-après, doivent être insérée individuellement dans un dossier **électronique** conformément aux conditions du portail des marchés publics.
- Les pièces contenues dans chacune des enveloppes doivent être **signées électroniquement et séparément** par le concurrent ou son représentant, à l'exception des pièces dématérialisées.
- Les plis des concurrents sont chiffrés par le portail des marchés publics avant leur dépôt par voie électronique selon les conditions d'utilisation du portail.

- Les plis sont déposés, par le concurrent ou la personne dûment habilitée, à le représenter dans la procédure de passation du marché, moyennant le certificat de signature électronique selon les modalités visées à l'article 6 de l'arrêté sus-indiqué.
- Le dépôt des plis fait l'objet d'un horodatage automatique au niveau du portail des marchés publics, mentionnant la date et l'heure du dépôt électronique et celles de l'envoi de l'accusé de réception électronique au concurrent concerné.
- La signature électronique s'effectue au moyen d'un certificat de signature électronique délivré par l'autorité agréée conformément à la législation et la réglementation en vigueur

Conformément aux dispositions de l'article 32 du Décret n° 2-22-431 précité, et conformément aux dispositions du chapitre IV de l'arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l'Economie et des Finances, chargé du budget n°1692-23 du 04 hijja 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatives aux marchés publics, le dossier présenté par chaque concurrent contient deux enveloppes électroniques distincts :

- a) la **première enveloppe** contient, outre les pièces des dossiers administratif et technique, le cahier des prescriptions spéciales et le règlement de consultation paraphés et signés et portant la mention « lu et accepté » par le concurrent ou son représentant dûment habilité.
- b) La **deuxième enveloppe** contient l'offre financière du concurrent, Elle doit être chiffrée par le portail des marchés publics et intitulée "offre financière"
NB: les pièces sus mentionnées sont insérées, individuellement, dans l'enveloppe électronique le concernant .

ARTICLE 7 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 22 du décret n° 2-22-431 précité, le dossier d'appel d'offres comprend :

- Une copie de l'avis d'appel d'offres, tels que prévus à l'article 23 du décret n°2-22-431 précité ;
- Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- Le modèle de l'acte d'engagement visé à l'article 30 du décret n° 2-22-431 précité
- Le modèle du bordereau des prix et du détail estimatif
- Le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
- Le présent règlement de la consultation.

ARTICLE 8: MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 22 § 7 du décret n° 2-22-431 précité, de l'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hijja 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatives aux marchés publics, des modifications peuvent être introduites dans le dossier d'appel d'offres. Ces modifications ne peuvent en aucun cas changer l'objet du marché. Dans ce cas, ces modifications sont introduites dans le dossier d'appel d'offres, elles seront communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou

téléchargé ledit dossier et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents.

Ces modifications peuvent intervenir à tout moment à l'intérieur du délai initial de publicité et au plus tard sept jours avant la date de la séance d'ouverture des plis. Passé ce délai, le maître d'ouvrage doit par avis rectificatif, reporter la date de la séance d'ouverture des plis.

Lorsque ces modifications introduites nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci sera publié conformément aux dispositions du premier alinéa du paragraphe I-2 de l'article 23 du décret n° 2-22-431 précité.

Dans ce cas, la séance d'ouverture des plis ne peut être tenue qu'après l'expiration d'un délai minimum de dix jours.

Ce délai court à partir du lendemain de la date de parution de l'avis rectificatif dans le dernier support de publication, sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis de publicité initial.

Dans tous les cas, le délai de publicité prévu au troisième alinéa du deuxième paragraphe du I) de l'article 23 du décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics doit être respecté. Les concurrents ayant retiré ou téléchargé le dossier d'appel d'offres doivent être informés des modifications qui y ont été apportées et de la nouvelle date d'ouverture des plis, le cas échéant.

ARTICLE 09 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 34 du Décret n° 2-22-431 précité, et l'article 9 de l'arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l'Economie et des Finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics, en application des dispositions de l'article 135 du décret précité n° 2-22-431, les plis des concurrents sont déposés par voie électronique sur le portail des marchés publics de l'Etat (www.marchespublics.gov.ma);

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixée par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis.

Tout pli électronique déposé postérieurement à la date limite de remise des plis est automatiquement rejeté par le portail des marchés publics.

ARTICLE 10 : RETRAIT DES PLIS

Conformément aux dispositions de l'article 35 du Décret n° 2-22-431 précité et de l'article 14 de l'arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l'Economie et des Finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) et en application des dispositions de l'article 135 du décret précité n° 2-22-431, tout pli déposé ou reçu électroniquement peut être retiré, par le concurrent, antérieurement au jour et à l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité et adressée au maître d'ouvrage. La date et l'heure du retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage sur le registre spécial visé à l'article 4 du présent décret.

Les concurrents ayant procédé au retrait de leurs plis peuvent, dans les conditions fixées à l'article 13 du Décret n° 2-22-431 précité, présenter de nouveaux plis.

ARTICLE 11 : INFORMATION DES CONCURRENTS ET DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENTS OU DE RENSEIGNEMENTS

Conformément aux dispositions de l'article 25 du décret n° 2-22-431 du 08 mars 2023 précité;

Tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, par lettre transmise par voie électronique ou par tout moyen pouvant donner date certaine, de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins sept jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Le maître d'ouvrage doit répondre, dans les mêmes formes, à toute demande d'information ou d'éclaircissement reçue, au plus tard trois jours (3 jours) avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Tout éclaircissement ou renseignement fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier doit être communiqué, le même jour et dans les mêmes formes, aux autres concurrents ayant retiré ou téléchargé le dossier d'appel d'offres et aux membres de la commission d'appel d'offres.

Cet éclaircissement ou renseignement est mis à la disposition de tout concurrent potentiel dans le portail des marchés publics.

L'identité ou la dénomination du ou des concurrents ayant formulé la demande prévue au premier alinéa du présent article ne doit, en aucun cas, être divulguée.

ARTICLE 12 : EVALUATIONS DES DOSSIERS ADMINISTRATIFS ET TECHNIQUES

L'évaluation des dossiers administratifs et techniques se fait conformément aux dispositions de l'article 39 du Décret n° 2-22-431 précité.

ARTICLE 13 : CRITERES D'EVALUATION DES OFFRES FINANCIERES

Les concurrents retenus à l'issue de l'évaluation des dossiers administratif et technique seront jugées conformément aux dispositions de l'article 43 et 44 du Décret n° 2-22-431 précité.

Prix de l'offre

La commission d'appel d'offres poursuit ses travaux à huis clos. Elle peut consulter tout expert ou technicien afin de l'éclairer sur des points particuliers des offres financières des concurrents admis ou instituer, le cas échéant, une sous-commission pour analyser ces offres.

La commission écarte les concurrents dont les offres financières :

- ne sont pas conformes à l'objet du marché ;
- ne sont pas signées ;
- sont signées par une personne non habilitée à les engager au regard de la ou des pièces justifiant les pouvoirs conférés ;
- expriment des restrictions ou des réserves ;
- présentent des différences dans les libellés des prix, l'unité de compte ou les quantités par rapport aux données prévues dans le descriptif technique, dans le bordereau des prix et le détail estimatif.

La commission écarte, selon les modalités et dans les conditions prévues à l'article 44 du décret précité, les offres financières jugées excessives et les offres financières jugées anormalement basses par rapport au montant de l'estimation établi par la commune.

La commission détermine, ensuite, le prix de référence des offres financières des concurrents.

Prix de référence :

Conformément aux dispositions de l'article 44 du décret précité, Le prix de référence des offres est égal à la moyenne arithmétique résultant de l'estimation du coût des prestations établie par le maître d'ouvrage et de la moyenne des offres financières des concurrents retenus.

Ce prix de référence est calculé selon la formule suivante :

$$P = (E + \text{somme des offres financières} / \text{nombre des offres financières}) / 2$$

Où:

– P: Prix de référence ;

– E: Estimation du coût des prestations établie par le maître d'ouvrage ;

La commission procède au classement des offres des concurrents retenus, au regard du prix de référence ainsi déterminé, en vue de proposer l'offre économiquement la plus avantageuse.

On entend par « offre économiquement la plus avantageuse » : l'offre financière la mieux-disant par rapport au prix de référence.

L'offre la mieux-disante, à proposer, est celle qui est la plus proche du prix de référence par défaut.

En cas d'absence d'offres inférieures au prix de référence, l'offre la mieux-disante est celle qui est la plus proche par excès de ce prix.

Dans le cas où plusieurs offres jugées économiquement les plus avantageuses sont tenues pour équivalentes, tous éléments considérés, la commission procède à un tirage au sort pour départager les concurrents concernés.

ARTICLE 14 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 36 du Décret n° 2-22-431 précité, les concurrents resteront engagés par leurs offres pendant un délai de soixante (60) jours, à compter de la date d'ouverture des plis.

Toutefois, lorsque la commission d'appel d'offres considère qu'elle n'est pas en mesure d'effectuer son choix pendant le délai de validité des offres prévu à l'alinéa précédent, le maître d'ouvrage saisit les concurrents concernés, avant l'expiration de ce délai, en vue de leur demander une prorogation du délai de validité des offres d'une durée supplémentaire qu'il fixe .

A cet effet, le maître d'ouvrage fixe aux concurrents concernés une date limite pour faire connaître leurs réponses.

ARTICLE 15 : MONNAIE DES FORMULATIONS DES OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 21 paragraphe 3 du décret n°2-22-431 précité, Le dirham marocain est la monnaie dans laquelle doivent être exprimés les prix des offres présentées par les soumissionnaires

ARTICLE 16 : LANGUES DE REDACTION DES PIECES DU DOSSIER

Conformément aux dispositions de l'article 21 du Décret n°2-22-431précité, la langue dont laquelle doivent établis les pièces contenues dans les dossiers et les offres présentées par les concurrents est la langue française ou arabe.

SIGNATURE

| | |
|---|---|
| <p>Dresse Par : Le Chef de Service</p> <p> Abdelkader MACHOU Chef de Service des Moyens Communaux</p> <p><u>Salé, Le</u></p> <p>Responsable Parc Auto</p> <p>Salé le.....</p> | <p>Le Président de la Commune de Salé</p> <p>  Omar SENTISSI Président de la Commune de Salé</p> <p>Salé le.....</p> |
| <p>Lu et accepté par L'Entrepreneur</p> <p>Salé le.....</p> | <p>Le Président de la Commune de Salé</p> <p>Salé le.....</p> |